

DECISION DU MAIRE



Service des ressources humaines
LBe/KMC
N°2020-127

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

095-219505989-20200914-RH2020DEC127-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/09/2020

PRISE LE 14 SEP. 2020

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION
DU 25 MAI 2020

OBJET : Formation « BAFD Formation Générale (partie 1) »

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2020-05-25/05 du 25 mai 2020 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du conseil municipal,

CONSIDERANT la nécessité de faire bénéficier un agent du service Actions scolaire et périscolaire d'une formation « BAFD Formation Générale (partie 1) » ;

VU le décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 30-8 qui permet la passation d'un marché public sans publicité, ni mise en concurrence préalable, si son montant est estimé inférieur à 25 000 € HT ;

VU l'offre présentée par l'organisme CPCV Ile-de-France, 7 rue du Château de la Chasse, 95 390 SAINT-PRIX ;

DECIDE

Article 1 : La signature d'une convention concernant une formation « BAFD Formation Générale (partie 1) » à Saint-Prix, d'une durée de 9 journées, du 26 septembre au 4 octobre 2020, pour un agent du service Actions scolaire et périscolaire, avec l'organisme CPCV Ile-de-France, 7 rue du Château de la Chasse, 95 390 SAINT-PRIX, pour un coût total de 540 euros.

Article 2 : Les autres prescriptions contractuelles sont mentionnées dans la convention jointe à la présente décision.

Article 3 : Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020.

.../... H

Article 4 : La présente décision est transmise :

- A Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles
- A Madame la Trésorière Principale de Montmorency.

Le Maire,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHATANO



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : **16 SEP. 2020**

Affiché et/ou notifié le : **16 SEP. 2020**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **16 SEP. 2020**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.